

ne pas recourir à des armes nucléaires basées sur leur territoire continental ou en mer". En vertu de cette nouvelle politique, les États-Unis abandonneraient le déploiement des missiles MX et Trident D-5 et opteraient pour un arsenal stratégique beaucoup moins important. L'adoption du non-recours à une première frappe stratégique "modifierait profondément les critères d'attribution des cibles et la nature des forces nécessaires pour détruire ces dernières . . . Avec de nouveaux critères de désignation des cibles, on n'aurait plus autant besoin de systèmes conçus pour détruire les cibles durcies."

## DIX PROPOSITIONS CONCERNANT LE NON-RECOURS À UNE PREMIÈRE FRAPPE

Les arguments à l'appui du non-recours à une première frappe peuvent être résumés en dix propositions, qui sont énoncées et expliquées ci-dessous; elles sont extraites du récent article paru dans *The Atlantic*.

1. *On s'accorde généralement pour dire qu'il faut réduire le rôle des armes nucléaires.*

Les auteurs font observer que le contexte politique dans lequel nous devons situer le non-recours à la première frappe n'est plus le même qu'en 1982, lorsqu'on a formulé la première proposition à cet effet : "Fait particulièrement digne de mention, on accorde beaucoup plus d'importance aux forces conventionnelles comme solution de rechange à une première frappe nucléaire." Cette nouvelle réalité, de poursuivre les auteurs, transparaît non seulement dans les déclarations officielles du président Reagan à ce sujet, mais également dans les propos des représentants de groupes religieux connus, de membres du Congrès et même de chefs militaires comme le Commandant suprême des forces alliés de l'OTAN en Europe, le général Bernard W. Rogers : tous recommandent un relâchement de notre assujettissement aux armes nucléaires pour la dissuasion.

L'attitude des Européens vis-à-vis des armes nucléaires a également connu une certaine évolution. En Allemagne fédérale, le parti d'opposition SDP est en faveur du non-recours à la première frappe. Le Parti travailliste de Grande-Bretagne est allé encore plus loin : il veut le démantèlement complet de la force de dissuasion nucléaire britannique et le retrait des forces nucléaires américaines basées en Grande-Bretagne. Toutefois, on peut constater que les partis du centre n'ont pas vraiment changé d'avis à propos du non-recours à la première frappe, et les gouvernements d'Allemagne fédérale et de Grande-Bretagne ne se montrent toujours pas très emballés par cette idée.

Il existe, parmi ceux qui veulent estomper le rôle des armes nucléaires, de graves divergences sur la manière de procéder. Pour certains, cet objectif passe nécessairement par une réduction radicale des stocks nucléaires. Pour d'autres, l'important n'est pas tant de pratiquer des coupures que d'atténuer la vulnérabilité des différents systèmes selon leur mode de déploiement. Mais c'est sur le choix d'une solution à long terme que les opinions divergent le plus. D'après certains, comme Ronald Reagan avec son Initiative de défense stratégique, c'est la technologie qui apportera la solution véritable. Mais les auteurs de notre article rejettent cette démarche et croient que l'adoption du non-recours à la première frappe écarte d'office la mise au point de défenses stratégiques. Si les objectifs font l'objet d'un consensus évident, les avis sont toujours partagés quant aux mesures à prendre, et ceux qui chercheront à réduire la sujétion du monde aux armes nucléaires auront dès lors une tâche d'autant plus difficile à accomplir. Les partisans du non-recours à la première frappe devront bâtir un consensus sur les moyens aussi bien que sur les objectifs.

2. *La doctrine du non recours à la première frappe réduira les risques d'une guerre nucléaire en cas de crise politique grave.*

Une simple déclaration de non-recours à une première frappe réduirait peu les risques de guerre nucléaire si elle ne débouchait pas, parallèlement, sur un changement des politiques opérationnelles. Les auteurs reconnaissent à quel point il est important de prendre une telle déclaration en compte "dans tous les domaines de la planification militaire" afin "de réduire le danger que les armes nucléaires puissent être employées dans le feu d'une crise . . . et d'atténuer les tensions politiques occasionnant ce genre de crises". En évitant de déployer ensemble les armes nucléaires et les forces conventionnelles (ce qui n'est pas encore le cas), on réduirait le danger que les armes nucléaires soient employées sans autorisation.<sup>4</sup> Cette dernière proposition est surtout applicable aux armes nucléaires basées en mer. En effet, les armes nucléaires déployées à bord de bâtiments de surface et de sous-marins américains ne sont pas munies des mêmes "verrous" électroniques (les fameux *permissive action links* ou *PALs*) que les armes déployées sur terre. Nombreux sont ceux qui croient les risques d'une escalade nucléaire accidentelle plus élevés en mer qu'ailleurs.<sup>5</sup>

Lorsque nous évaluons les répercussions de la doctrine du non-recours à la première frappe, il est important, toutefois, de considérer son incidence sur la probabilité d'une guerre tout court, et pas seulement d'une guerre nucléaire. En effet, à défaut d'une force de dissuasion conventionnelle crédible,